

Le président burundais attendu vendredi à Kampala pour le Sommet de l'EAC

PANA, 29 novembre 2013 Bujumbura, Burundi - Le président du Burundi, Pierre Nkurunziza, était attendu ce vendredi à Kampala, en Ouganda, pour prendre part au 15^eme sommet des chefs d'Etat de la Communauté est-africaine (East African Community - EAC) de libre échange, selon un communiqué officiel. La signature du Protocole portant création d'une Union monétaire est un des principaux de l'ordre du jour de cette rencontre.

En attendant la mise en place de cette Union monétaire, "des négociations vont se poursuivre sur des dossiers connexes, notamment la mise sur pied de l'Institut monétaire est-africain qui préparera, à son tour, les modalités pratiques de la création d'une Banque centrale est-africaine", indique le communiqué. Les chefs d'Etat de l'EAC devraient analyser le dossier portant réalisation du "Territoire douanier unique", dont la mise en œuvre effective est attendue au premier janvier 2014. S'agissant de la feuille de route pour la mise en place de la fédération politique, elle doit passer par des préalables, notamment la mise en œuvre effective des protocoles sur l'Union douanière, le Marché commun ou encore l'Union monétaire. Les chefs d'Etat devraient également analyser la demande d'adhésion à la Communauté du Soudan du sud et la République fédérale de Somalie, ainsi que l'extension de la juridiction de la Cour de justice de la Communauté aux crimes contre l'humanité. La tenue de ce sommet intervient dans un contexte de tensions politiques internes à cette jeune communauté qui regroupe le Burundi, le Rwanda, l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya. La Communauté a été créée en 1999 par l'Ouganda, la Tanzanie et le Kenya, le Burundi et le Rwanda adhérant en 2007. Les gouvernements burundais et tanzaniens se sont plaints ces derniers jours de réunions des trois autres pays membres desquelles, ils étaient exclus, en "violation" du traité fondateur de la Communauté est-africaine forte de plus de 120 millions de consommateurs potentiels et d'un produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 104 milliards de dollars américains.